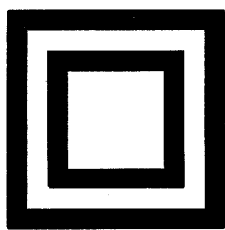


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier



la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

MESMER III OU LA MONTÉE DU NAPOLÉON

- OR NOIR, OR JAUNE
DOUBLE SCANDALE
- ESPAGNE :
UN ASSASSINAT
- CHILI : I.T.T.
CONTRE
UNITÉ POPULAIRE
- SOCIALISME
PERSONNALISTE
ET AUTOGESTION

PAIX ET JUSTICE

Il est d'usage de rappeler la résolution 242 adoptée le 22 novembre 1967, à l'unanimité, par le Conseil de Sécurité, afin d'exiger le retrait des forces israéliennes sur les frontières antérieures à la Guerre des Six Jours.

Il est plus rare d'ajouter que cette même résolution affirme la nécessité de garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées.

Il convient de préciser que la résolution 242 affirme aussi la nécessité de garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région et de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés.

La Charte des Nations Unies porte la date du 26 juin 1945. Son article 2 visé par la résolution 242, mentionne expressément : « Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice ne soient pas mises en danger ».

Tous les Etats qui ont accepté la Charte ont contracté l'engagement d'agir conformément à ce texte. Selon l'article 25, ils doivent accepter et appliquer les décisions du Conseil de Sécurité.

A la suite de la guerre d'octobre 1973, le Conseil de Sécurité a voté de nouvelles résolutions en vue d'obtenir, en premier lieu un armistice et l'ouverture de négociations.

L'Assemblée Générale du 8 décembre 1972 avait reconnu que le respect des droits des Palestiniens était un élément indispensable à l'instauration d'une paix juste et durable.

Il reste qu'un accord entre l'Etat juif et la Communauté musulmane, qui s'étend des rives de l'Atlantique jusqu'à la Mongolie, n'est pas facile à réaliser.

La Conférence de Lahore, en février 1974, déclare que le retour de la Ville Sainte de Jérusalem à la souveraineté arabe est une condition préalable, sine qua non, à tout règlement au Proche-Orient.

Les Israéliens, pour leur part, continuent de redouter une répétition, sous une autre forme, de la « solution finale ». Les échecs militaires qu'ils ont, un moment, subis ainsi que leur isolement diplomatique accentuent leur inquiétude et les jettent davantage dans les bras de la première puissance impérialiste, les Etats-Unis.

A partir de positions de départ irréconciliables, il faudra du temps pour que la paix et la justice, règnent sur cette terre, dans laquelle se sont enracinés les deux adversaires.

Claude-Roland Souchet

sommaire

- PAIX ET JUSTICE 1
Claude-Roland Souchet
- OR NOIR, OR JAUNE,
UN DOUBLE SCANDALE 2
Gérard Brissé
- LA J.-R. PREND POSITION ... 3
Espagne - Grèce - Cambodge -
Programme Commun
- CHILI : I.T.T. CONTRE UNITÉ
POPULAIRE 4
Claude-Roland Souchet
- SAHEL 4
- SOCIALISME PERSONNALISTE
ET AUTOGESTION 6
Cl.-R. S. - Jean Chappet - René Guy
- NOTES DE LECTURE 7

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong
Rédactrice en Chef :
Marcelle Leconte-Souchet
Directeur Technique :
Daniel Jeanpierre
Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 1864 - 3-74

OR NOIR OR JAUNE : UN DOUBLE SCANDALE !

On connaît à présent la vérité sur les circonstances ayant entraîné la hausse du coût à la production du pétrole brut. Ce sont les grandes compagnies internationales, et plus particulièrement les sociétés pétrolières américaines, qui en ont pris l'initiative, en complicité étroite avec les grands féodaux arabes, ou ce qu'il en reste. Le scandale des pots de vin distribués en Italie par ces compagnies à certains hauts fonctionnaires, les pressions exercées en France même sur divers milieux et révélées par la démarche courageuse du député-maire socialiste de Marseille, Gaston Defferre, qui n'a pas hésité à se porter partie civile contre lesdites compagnies, mettent en évidence les tenants et aboutissants de cette opération, réalisée en collaboration étroite avec la Maison Blanche, qui a trouvé ainsi une occasion inespérée de donner un coup de fouet à une économie vacillante, et que seule avait maintenue à vau-l'eau la relance de la guerre en Indochine, puis au Moyen Orient.

Les alliées et venues du « cher Henry » au Moyen Orient deviennent ainsi plus compréhensibles : le Département d'Etat a d'abord fait miroiter aux yeux des Egyptiens les avantages d'une offensive limitée contre Israël — aventure réalisée avec du matériel soviétique, mais qui n'avait pas du tout obtenu l'accord de Moscou — en contrepartie des avantages, financiers notamment, d'une réouverture du canal de Suez aux « supertankers ». Sur le plan psychologique, cette opération, en permettant à l'armée égyptienne de se réinstaller sur les deux rives du canal, ne pouvait être que « payante ». Dans le domaine tactique, la réimplantation des « casques bleus » aux principaux points stratégiques donnait toutes garanties de sécurité aux grandes compagnies pour entreprendre les coûteux travaux d'élargissement et d'approfondissement du canal...

Du même coup, le dollar remontait en flèche, l'expansionnisme yankee, hier un peu partout battu en brèche, parlait haut et fort, et l'Américain moyen avait

quelque peu oublié la lamentable affaire du Watergate, les affres de Song My, le génocide du peuple khmer par les B 52.

Ce coup de poker aux incidences financières, économiques et diplomatiques, qui justifiait amplement la course à la « paix » au Moyen Orient et les multiples démarches du « prix Nobel de la Paix » Kissinger, pouvait être tenté sans grands risques. On savait à Washington que le principal utilisateur du pétrole moyen oriental n'est autre que l'Europe, et c'était une occasion comme une autre de remettre au pas le vieux continent. D'autant plus que les investissements américains dans nos pays étant prépondérants, les gouvernements à la botte ne feraient point grand'chose pour s'opposer à ce diakat. Si ce n'est faire payer la note à leurs peuples respectifs...

Les autres grands perdants de l'opération, les Soviétiques et les pays du tiers monde non producteurs de pétrole, ne réagiraient que mollement. En poussant leurs pions vers les sources d'approvisionnement en pétrole du Monde occidental au Proche Orient, les Soviétiques voulaient essentiellement obtenir, en contrepartie, des avantages dans les domaines de la coopération technique, économique et scientifique avec leurs partenaires américains, d'une part, et, d'autre part, renforcer leur dispositif de sécurité collective européenne. Il semble qu'ils aient obtenu satisfaction ; dans les rapports entre super-grands, l'équilibre de la terreur continue à jouer à plein. Aux dépens des plus « petits ». Mais pour combien de temps ?

Dans ce contexte, l'attitude de notre ministre des Affaires étrangères, M. Michel Jobert, obéit à une logique rigoureuse. Le chef du Quai d'Orsay tente d'utiliser à plein les bonnes relations qu'ont valu à la France son attitude pro-arabe dans la guerre des Six jours, puis dans le conflit dit « du Kippour ». Il semble ainsi renouer avec la politique d'indépendance nationale instaurée naguère par le général de Gaulle et à laquelle Georges Pompidou avait paru tourner le dos.

Gérard Brissé

Mais cette orientation risque de sombrer dans le même chaos si elle ne s'accompagne d'un grand dessein socialisant sur le plan intérieur. Depuis quinze ans, nous aurions dû donner à la France les moyens de cette politique d'indépendance, à partir de laquelle sur une base exemplaire, il eût été possible de relancer l'unité européenne. Il eût fallu, pour ce faire, proclamer la neutralité de fait de notre pays, diversifier au maximum nos sources d'énergie, mettre un terme définitif au scandaleux trafic d'armes international duquel nous sommes toujours allègrement partie prenante, promouvoir un véritable plan de paix au Moyen Orient, qui passe par la création dans cette région du monde d'une zone neutralisée, dénucléarisée, et démilitarisée, conclure avec les pays du tiers monde signataires des accords de Bandoeng une charte de coopération sur la base d'avantages et de garanties mutuelles sur un pied de complète égalité, transformer le franc en monnaie de consommation non thésaurisable, indépendante à la fois des revenus, de l'étaillon-or et du dollar, remodeler notre commerce extérieur et les règles aberrantes qui président à son actuelle conception, adopter une politique fiscale digne de notre époque, enfin, décentraliser largement en allouant aux régions (douze au maximum) des pouvoirs réels dans des domaines précis.

Au lieu de quoi, progressivement, la colonisation de la France s'est affirmée, au point qu'il n'est plus guère de grande entreprise dont le capital ne soit en majorité étranger, en particulier anglo-américain. Tout y passe : nos terres, nos domaines, nos demeures, nos immeubles, nos usines, nos exploitations agricoles et forestières. Tout est l'objet d'une spéculation éhontée, principale source de l'inflation, et, après ce circuit, l'argent repart d'où il vient, vivifié et revalorisé à nos dépens.

De cette américanisation forcenée de notre pays, nous subissons aujourd'hui les terribles conséquences, fort prévisibles et dès longtemps par nous dénoncées : accroissement des inégalités sociales et culturelles, extinction progressive des libertés sous le couvert de la démocratie et du libéralisme, empoisonnement continu et perfide de notre existence quotidienne, dégradation de la qualité de la vie, emprisonnement dans des cités utilitaires, monotones et sans âme, agiotage exacerbé à tous les niveaux de la société, apparition de la violence gratuite, développement du racisme, injustice institutionnalisée, répression accentuée. Ainsi va la France.

La Jeune - République a pris position . . .

ESPAGNE : UN ASSASSINAT

Le Parti de la Jeune-République partage l'indignation du monde civilisé contre l'exécution, par le garrot, du Catalan PUIG ANTICH, à la suite d'un procès où les droits de la défense n'ont pas été respectés.

Ce nouveau crime de l'ancien allié d'Hitler ne saurait être détaché des projets du Secrétaire d'Etat américain d'intégrer l'Espagne dans l'Alliance Atlantique.

Tous les anti-fascistes doivent se sentir concernés par cet assassinat du gouvernement franquiste.

Le 2 Mars 1974

GRÈCE CAMBODGE CHILI : UN MÊME COMBAT

Grèce, Cambodge, Chili : même combat. Ces trois noms de pays enchaînés sont rarement associés dans les manifestations. La Grèce des Généraux est parfois oubliée.

Les militaires qui ont expulsé Papadopoulos ont fait croire, un moment, à un desserrement de l'étai. Camouflage de courte durée. Cette révolution de palais n'a rien changé au caractère du régime. Les nouveaux maîtres sont incapables de résoudre les problèmes que pose la crise économique et répondent au mécontentement des masses par la répression.

Le peuple grec commence à s'organiser, mais la loi martiale est rétablie, les tribunaux militaires condamnent les résistants, les camps de concentration reprennent. Socialisme ou Barbarie ? Pour l'instant, un néo-fascisme, expression nationale de l'impérialisme, détruit les libertés démocratiques dans tel ou tel pays d'Europe, d'Asie ou d'Amérique.

L'opinion publique française et internationale doit rester mobilisée pour manifester sa solidarité aux peuples qui, comme les Grecs, subissent un tel régime.

Le général Ionidis, chef de la police, règne à Athènes, au nom d'un prétendu ordre moral, dont la torture est l'un des moyens.

PROGRAMME COMMUN

a la suite de leur réunion du 21 janvier 1974, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche ont lancé un appel à toutes les organisations qui veulent agir dans le sens d'une actualisation et d'un approfondissement du Programme Commun de Gouvernement de la Gauche.

Le Parti de la Jeune-République — qui a donné son adhésion au Programme Commun dès le 14 juillet 1972 — tient à confirmer son accord pour travailler aux côtés des autres organisations politiques, en vue d'élaborer un ensemble d'objectifs et de définir les moyens de les atteindre, dans le cadre de l'action commune de la gauche.

CHILI :

I. T. T.

CONTRE UNITÉ

Puelques mois avant sa mort, Pablo Neruda a déclaré : « De ma retraite de l'île Noire, je veux signaler aux intellectuels du Chili la gravité de la minute présente, particulièrement la campagne, les préparatifs de manipulateurs étrangers et Chiliens, de l'intérieur et de l'extérieur du Chili, pour nous précipiter dans la lutte armée (...). Les forces engagées dans cette tentative sinistre sont celles qui ont déjà planifié une paralysie économique, obtenue en partie. Leurs plans étaient et continuent d'être liés aux desseins de l'I.T.T. et de la C.I.A. révélés au Congrès des Etats-Unis ».

L'année même du putsch, le poète prophétisait à juste titre et dénonçait les coupables.

Parmi les forces clandestines étrangères, qui ont comploté contre le Gouvernement d'Unité Populaire, l'International Telephone and Telegraph Corporation est la plus souvent citée, avec l'Anaconda et la Kennecott, propriétaires des mines de cuivre qui furent restituées à la nation chilienne le temps que dura le gouvernement d'Unité Populaire.

Pour mesurer la puissance de I.T.T., le livre d'Anthony Sampson, I.T.T., L'Etat souverain (Alain Moreau Editeur) apporte des éléments d'appréciation.

Cette Société américaine compte 200.000 actionnaires, 400.000 salariés et s'est implantée dans 70 pays. Son empire pousse des ramifications dans la plupart des Etats du monde capitaliste. Elle a été fondée en 1920 par Sosthènes Behn, et était à cette époque spécialisée, comme sa dénomination l'indique, dans le matériel téléphonique, qui assurait des communications rapides entre des lieux très éloignés.

Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, I.T.T. entretint les meilleurs rapports avec les nazis, notamment avec Goering et investit des capitaux chez Focke-Wulf, qui fabriquait des bombardiers. Behn comme Laval, avait confiance dans le régime national-socialiste.

I.T.T. travailla pour les armées de l'Axe, même à travers des filiales installées en pays neutre. Les bombardiers Focke-Wulf déversaient leurs charges meurtrières sur les villes et les navires des Alliés, tandis que les câbles d'I.T.T. renseignaient les sous-marins allemands, pour qu'ils détruisent plus sûrement les convois anglo-américains.

En octobre 1945, deux usines Focke-Wulf furent transférées, à l'instigation d'I.T.T. de la zone soviétique en zone américaine. Le gouvernement américain versa à I.T.T. 25 millions de dollars, pour les dommages subis par ses entreprises en Allemagne nazie, notamment la destruction partielle des ateliers Focke-Wulf. Après la guerre, Behn arborait fièrement les insignes de colonel de l'armée américaine. Il fut un artisan actif de la guerre froide, à partir de 1947. Il disposait d'un service de renseignement personnel en Hongrie, ouvrant la voie à son successeur qui, vingt ans plus tard, allait opérer au Chili.

C'est en 1959, après une courte régence, que l'Empire d'I.T.T. échut à Harold Geneen. Celui-ci prit immédiatement conscience que 82 % du chiffre d'affaires venaient des pays étrangers et que seul le gouvernement fédéral allemand manifestait de la sympathie au conglomérat. Il définissait la société multinationale comme une organisation mondiale aux activités les plus diverses, contrôlées et dirigées en fait par un seul homme.

Les progrès considérables des télécommunications (Téléphones d'I.T.T., câbles, réseaux télex) permettent des transmissions rapides entre la direction centrale et les points de vente les plus éloignés. Des centaines d'entreprises, dans des dizaines de pays, du Japon au Chili, voilà ce qui caractérise cette société multinationale, dont la technique comptable la plus perfectionnée permet de vérifier des profits plus fabuleux d'année en année : grâce aux mécanismes mis au point, les bénéfices augmentent de 10 % par trimestre et les impôts diminuent...

Il est vrai que les œufs sont répartis en de multiples paniers : Motels et hôtels de luxe, jambon fumé, compagnies d'assurances, produits de beauté, connecteurs électriques, appareils d'éclairage, enseignement par correspondance, gestion de parkings, publicité, téléviseurs, robinetterie sanitaire, etc., etc...

En France, les administrateurs des filiales d'I.T.T. appartiennent souvent aux partis de la majorité ou à l'opposition centriste. (Le Programme Commun de la gauche prévoit la nationalisation de ces entreprises).

Aux Etats-Unis, I.T.T. vend chaque année du matériel militaire pour des centaines de millions de dollars. Amiraux et généraux vont « pantoufler » dans les conseils d'administration d'I.T.T. : utiles relations pour obtenir des commandes. Par ailleurs I.T.T. a délicatement subventionné le Parti Républicain et a contribué à l'élection du Président Nixon. Les Américains champions de la « libre-entreprise », se sont inquiétés du monopole d'I.T.T., négation du libéralisme économique, mais des bataillons de juristes au service du conglomérat ont rendu les lois anti-trusts inapplicables ou presque à cet Etat plus fort que l'Etat. Il existe dans les pays capitalistes une telle imbrication entre les milieux d'affaires et les sphères gouvernementales, que les géants de l'économie restent les plus forts et entendent le rester contre la volonté des peuples. Ce n'est pas un hasard si un ancien chef de la C.I.A. est devenu administrateur d'I.T.T.

Ce qui nous ramène au Chili.

Ce n'est un secret pour personne que les sociétés multinationales se sont d'abord employées à couper la route au candidat principal de la gauche. On sait que Salvador Allende avait pour concurrents, M. Tomic — un peu l'homologue au Chili de Robert Buron — et surtout M. Alessandri, qui représentait les intérêts des grands propriétaires terriens, des commerçants importants et des industriels. Ce candidat de

POPULAIRE

Claude-Roland Souchet

la droite était financièrement soutenu par la Bank of America et la Firth National City Bank.

Il est évident qu'I.T.T., que Fidèle Castro avait exproprié à Cuba, traitait le Président Allende comme l'ennemi numéro un.

Le conglomérat possédait au Chili le réseau des télécommunications. Le nombre de ses salariés s'élevait à 6.000. Ses biens étaient évalués à 150 millions de dollars. A noter qu'I.T.T. était assurée contre les risques d'expropriation sans indemnité pour une somme de 105 millions de dollars.

Le prédécesseur d'Allende, le démocrate-chrétien Eduardo Frei, en réformiste modéré, après son élection en 1964, avait envisagé d'entreprendre des nationalisations. Des forces économopolitiques le firent échouer, radicalisant le conflit et opposant à partir du 4 septembre 1970, jour du triomphe de l'Unité Populaire, l'aile droite de la démocratie chrétienne, le Parti National et d'autres organisations plus ou moins fascistes, à la Gauche Unie des Communistes, des Socialistes, des Radicaux et des Chrétiens.

Dans un climat extrêmement tendu, les services secrets d'I.T.T. s'efforcèrent d'empêcher la confirmation par le Congrès Chilien de l'élection du Président Allende qui avait obtenu 36 % des voix. Le 22 octobre 1970, des tueurs à la solde de l'extrême-Droite enlevèrent le commandant en chef des forces armées, le général René Schneider, et l'assassinèrent. But de l'opération : effrayer les parlementaires démocrates chrétiens par une vague de violence et provoquer de nouvelles élections.

Mais, conformément à la constitution, députés et sénateurs ratifièrent l'élection du Président Allende avec l'appui des élus démocrates-chrétiens, qui avaient obtenu des garanties supplémentaires sur le problème des libertés publiques. Notamment, il était ajouté dans la Constitution : « Le régime de propriété et le fonctionnement des moyens d'information ne pourront être modifiés que par une loi ».

Le Congrès vota ensuite la nationalisation de la Compagnie des Téléphones mais des discussions très dures opposèrent les délégués d'I.T.T. aux représentants du gouvernement d'Unité Populaire. En sous-main, la société multinationale participait à la désorganisation de l'économie chilienne : baisse de la production (grèves sauvages), refus de crédits, vastes campagnes de presse sur les chaînes privées de la télévision contre l'U.P.

Dès décembre 1972, à New-York, le Président Allende requit devant les représentants des Nations Unies en déclarant : « J'accuse I.T.T. d'avoir « voulu fomenter chez nous la guerre « civile » ».

Des escarmouches s'étaient déjà produites avant même la venue au pouvoir du gouvernement d'Unité Populaire. Par exemple, le 11 mars 1966, des ouvriers firent grève dans une mine de cuivre appartenant à une compagnie américaine. Des soldats, sous les ordres d'un certain colonel Pinochet, firent feu. Bilan : 2 morts, plusieurs blessés. On sait la suite.

Le coïonei devint général. Le général devint dictateur.

La junte militaire a proclamé l'état de guerre intérieure. La base sociale de l'Etat totalitaire commence déjà à se réduire. Des démocrates-chrétiens, qui avaient combattu le gouvernement d'Unité Populaire, et appelé un coup d'état de leurs vœux, sont aujourd'hui baillonnés. Seule la haute bourgeoisie, liée à l'impérialisme des multinationales, se sent vraiment défendue par ce système militaire et policier.

Mais l'Histoire, avec ses avancées et ses reculs, poursuivra son cours.

C'est aux démocrates du monde entier et aux démocrates français en particulier de manifester, dans la mesure de leurs moyens, une solidarité active au peuple chilien, dont la lutte contre la dictature ne fait seulement que commencer.

SAHEL

LUTTER CONTRE LES CAUSES DE LA SÉCHERESSE

Comme, pendant la guerre, nous apprenions la géographie, en repérant le lieu des batailles, ce sont encore des catastrophes, qui nous obligent à élargir le champ de nos connaissances. Selon le Larousse encyclopédique, le Sahel se situe en Afrique Tropicale, au Sud du Sahara. Il s'étend de la Mauritanie jusqu'à la Mer Rouge, à travers le Mali, la Haute-Volta, le Niger, le Tchad et le Soudan. Son climat se caractérise par la très grande irrégularité des pluies, dont la rareté n'a d'égale, si l'on peut dire, que la violence des tornades.

L'été dernier, s'est tenue à Ouagadougou, capitale de la Haute-Volta, une conférence des Etats concernés par cette désastreuse sécheresse, dont la télévision nous a montré des images accablantes.

La Revue Faim et Développement, sous la plume d'Achille Lebrun, dans son numéro de novembre 1973, analyse le programme du Comité Inter-Etats de Lutte contre la sécheresse au Sahel. Deux grands types de projets :

— utiliser les eaux souterraines (forage de puits) et tirer un meilleur parti des eaux de surface (barrage).

— s'attaquer aux causes socio-économiques du sous-développement. Les paysans doivent récupérer leurs terres et bénéficier totalement de leur force de travail ; développer un mode de production animale adapté au milieu et respectant les valeurs sociales et culturelles des populations nomades ; organiser des communautés de base pour la production, la commercialisation, l'épargne, la protection sanitaire, l'éducation des enfants, l'aménagement du terrain.

Il est essentiel que les populations des six pays dévastés par la famine mettent elles-mêmes en œuvre les plans des experts, des ministres et des chefs d'Etat.

SOCIALISME PERSONNALISTE ET AUTOGESTION

UNE LETTRE DE VENDÉE

Je lis toujours avec le plus vif intérêt votre journal, mais je suis quelque peu étonné qu'à aucun moment, à ma connaissance vous n'avez parlé du projet de Socialisme autogestionnaire. Ce projet existe. Un comité de liaison pour le socialisme autogestionnaire a été créé, des colloques se sont déroulés. Il me paraîtrait intéressant que la J.-R. se situe par rapport à ce courant politique.

X...

RÉPONSE J. R.

Il suffit de relire la phrase de Marc Sangnier, que notre revue a prise comme devise, pour se rendre compte que notre parti n'a pas été le dernier à se préoccuper de la démocratie économique.

Plusieurs articles, depuis une douzaine d'années, ont évoqué ce problème dans nos colonnes.

Nous ajouterons à la pensée de Marc Sangnier cette paraphrase complémentaire : tant que nous aurons le pouvoir du grand capital dans la société, nous n'aurons jamais la démocratie dans l'usine.

Le socialisme autogestionnaire concerne, outre l'entreprise, la société globale. Une partie de la gauche ne doit pas l'utiliser contre une de ses composantes, à seule fin de prendre ses distances et au risque de diviser les forces populaires.

Il ne faut pas oublier non plus que l'un des objectifs du socialisme, c'est l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange. Le transfert aux travailleurs eux-mêmes de la gestion de l'entreprise figure, comme l'appropriation collective, dans l'article 6 du préambule aux Statuts depuis le congrès de la J.-R. du 26 juin 1966.

Le socialisme personnaliste de la Jeune-République implique et le socialisme et — en tenant compte des réalités socio-économiques du moment — l'autogestion. Il vise aussi des relations de fraternité — et non plus de concurrence — entre les hommes.

Cl.-R. S.

BILLET DU MILITANT

AU SERVICE DE L'HOMME

Un des mérites de la J.-R. est de lutter pour rendre à chaque exploité sa dignité d'homme. Cette volonté qu'elle affirme, aux côtés d'autres organisations de gauche, dans bien des combats, n'est cependant qu'une étape. Elle milite pour un socialisme personnaliste, dont une condition indispensable est le développement de la conscience et de la responsabilité de chacun, poursuivant en cela l'action de Marc Sangnier.

Voilà qui nous paraît essentiel à la J.-R. et qui nous guide pour l'action quotidienne. Il faudra sans doute lutter encore longtemps pour vaincre toutes les conspirations qui visent à détruire l'homme, à le maintenir dans sa situation d'exploité. Les forces qui s'opposent à la volonté des hommes qui veulent instaurer une société fraternelle, libre, plus juste, sont puissantes et présentent de tout leur poids sur la société. Cela s'appelle : capitalisme, dictature, impérialisme, matérialisme. Le régime né du coup de force d'Alger, dénoncé par la J.-R. avec vigueur dès 1958, poursuit sa politique anti-démocratique « tous azimuts » sous couvert de « nouvelle société », société de consommation, dépersonnalisante et finalement absurde.

Nous ne reconnaissons nullement, dans les séries de scandales, le gaspillage économique, l'enrichissement des profiteurs, la paupérisation relative des travailleurs, le chômage... la volonté de créer les conditions propres à assurer le bonheur à tous les hommes... Au contraire, nous dénonçons le régime de classe qui impose une minorité détenant le pouvoir économique et politique, plus soucieuse de défendre ses propres intérêts matériels que l'intérêt général.

Le Parti de la Jeune-République doit demeurer présent dans les combats qui décideront de l'avenir de l'homme. Il doit, avec ses militants et l'appui de nombreux adhérents, redevenir « une J.-R. » forte, efficiente, regroupant tous nos amis pour le combat démocratique, vers une sixième république socialiste au service de l'homme.

Jean Chappet

PRÉSENCE DE LA J. R.

Pour que le Parti de la Jeune-République continue à diffuser son message : souscrivez... vite.. Tel est le problème n° 1 pour les militants, les lecteurs et les sympathisants. Notre position est juste et les événements actuels la confirment tous les jours. Il faut que notre journal soit l'écho de l'action des militants. La J.-R. doit être présente partout, dans les événements au jour le jour, et au plan national à chaque fois que les partis adhérent au Programme Commun se réunissent pour faire face, au coude à coude à l'événement. Nos positions nettes et sans équivoque nous permettent de rallier le combat commun de la gauche, là où nous sommes présents. Tout militant doit s'efforcer de combattre dans l'Union avec notre originalité propre. Je pense que nos camarades agiront tous en conséquence et prendront leurs responsabilités. Le destin de notre revue est entre les mains de chacun et l'efficacité de notre combat en dépend. Manifestons une fidélité agissante.

René Guy

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Jeune République, désormais réduite à 8 pages au lieu de 16 en raison de l'élevation croissante des coûts d'impression. "Combat" le dernier quotidien issu de la résistance, où nous avions régulièrement une précieuse tribune, risque de disparaître après la démission de son rédacteur en Chef Philippe Tesson et de son équipe. L'O.R.T.F. livrée progressivement, par le jeu croissant d'une publicité insipide, aux puissances d'argent — ce processus a été remarquablement analysé par Maurice Séveno dans une tribune libre du journal "Le Monde", où la part de publicité et des « petites annonces » semble devenir prépondérante. Société de consommation, société de consommation. Comme le notait "Le Journaliste", organe du Syndicat national des Journalistes en mai-juillet 1968 : « L'Etat a le devoir strict de veiller à ce que l'information dont disposent les citoyens soit indépendante et donc dispensée par des hommes indépendants. Or l'information n'est pas libre. La liberté de la presse, à l'heure actuelle, telle qu'elle avait été édictée par les chartes et constitutions, est l'apanage des seuls milliardaires. Il y a cent ans, on pouvait fonder un journal avec des moyens réduits. Aujourd'hui, il faut des milliards pour s'exprimer. La liberté de la presse n'est que celle de cinq à dix personnes en France, celles qui disposent de ces milliards ». Ainsi s'explique le drame de Philippe Tesson, et de tant d'autres de nos confrères.

G. B.

NOTES DE LECTURE

SARTRE DANS SA VIE

par Francis Jeanson
(Seuil)

L'auteur de ce livre nous prévient, par une épigraphe, que le personnage central de cette histoire est totalement imaginaire. La critique du critique pourrait bien, à son tour, participer à ce jeu de miroirs, au sujet de Sartre Jean-Paul, philosophe et écrivain français, né à Paris en 1905.

A la fin des années 60, il me souvient d'avoir rencontré, au jardin du Luxembourg, un monsieur et une dame, qui ressemblaient à Jean-Paul Sartre et à Simone de Beauvoir et qui marchaient. L'itinéraire de l'un et de l'autre a retenu l'attention de maints petits-bourgeois, qui avaient vingt ans à la Libération,

s'étonnaient de vivre encore et se demandaient pourquoi. « Le problème moral et la pensée de Sartre », par Francis Jeanson avait déjà fait l'objet d'un compte-rendu subjectif dans le n° 56 de cette revue, en 1966. Toujours la recherche du sens.

A travers son histoire, c'est celle de son époque que l'auteur des « Mots » et de l'« Idiot de la Famille » a voulu imprimer noir sur blanc. Sartre, comme Flaubert, souffrait d'une névrose sociale, qu'il comprit, après qu'il l'eût quittée. Au moins provisoirement : les fantasmes de l'enfance, mille fois réduits à néant, cherchent mille fois l'occasion de vous reposséder, pour faire de vous un mannequin, un pitre, un personnage.

« L'enfer, c'est les autres », précisément parce que ces autres-là ont fait de nous un autre. Une vie tout entière est alors requise pour devenir soi-même. L'engagement politique, aussi actif, voire activiste, que possible, est alors nécessaire, pour accoucher d'une personne objectivée par une œuvre. Pour Jean-Paul, saint patron des intellectuels de la petite-bourgeoisie, la liberté se conquiert ainsi, ou plutôt la libération se poursuit, à partir d'un donné qui nous colle aux fesses. Une tunique de Nessus qui altère le vrai moi, disent les beaux esprits. Un mouvement perpétuel, non point le balancier d'une horloge, mais une progression difficile, de naissance en renaissance, avec quelque chose de neuf en plus, le dévoilement ou l'émergence d'une identité authentique.

L'épreuve du Stalag marqua sans doute davantage Sartre que les bancs du Lycée Henri IV ou même que le remariage d'une mère, dont il n'avait pas connu le premier époux : son père. Le surgissement de l'histoire dans la conscience de Sartre se consolidera avec l'expérience de la Résistance. Dans la durée, la totalisation du passé se projette vers l'avenir, en reliant des instants insignifiants par une quête de l'unité et d'une sorte de salut terre-à-terre.

L'écriture, d'abord et toujours, et, depuis la guerre, une action politique orientée vers la libération des opprimés sans laquelle aucun homme ne peut se sentir libre, voilà les deux piliers de l'existence sartrienne. A la fois exigence d'un impossible absolu et pratique d'une lutte aux prises avec l'échec.

Sartre est aussi le philosophe d'un optimisme sans fondement et d'un athéisme laborieusement acquis, comme d'autres, avec la même obstination, persévèrent en une foi à deux volets, l'un horizontal et l'autre vertical. Voyageur sans billet, mais non sans bagage, le Directeur de la « Cause du Peuple » poursuit sa trajectoire, en opposition avec soi comme avec la gauche officielle, en une interminable dialectique tempérée d'humour. Tel qu'en lui-même enfin l'histoire le change. Avec violence.

Cl.-R. S.

Dans notre courrier

NORMANDIE

Je pense que la situation actuelle de la J.-R. exige de se tenir au contact des autres partis de gauche, pour faire le maximum possible dans le cadre de l'union de la gauche. Mais il faut tenir compte surtout d'un objectif prioritaire, qui est la propagande. Il faut organiser une grande campagne de diffusion de la revue. Je continue à faire œuvre de propagandiste dans tout le secteur. (distribution de tracts à Yvetot, Gravenchon et Pont Aude-mer, etc...)

J. C.

MONTAUBAN

En province, pour être efficace, il faut être présent à toutes les commissions et à toutes les réunions. J'ai obtenu une rue Marc Sangnier à Montauban, d'accord avec nos camarades, dans notre quartier.

Roger Vinei

CHER

Un geste de souscription pour soutenir la liberté de la presse non inféodée, en m'excusant de la modicité de la somme.

M. J.

GIRONDE

Un geste, pour que la revue continue. Avec le regret de ne pouvoir faire plus. Fraternellement.

M. D.

BRETAGNE

Pour la souscription nationale, avec tous mes vœux pour une « montée » de la J.-R.

J. H.

LOIRE

Je sais que nous sommes un petit parti par le nombre et ses faibles ressources, mais nous représentons un passé et une position que d'autres ne représentent pas dans l'échiquier politique. Il faut continuellement affirmer notre présence, nos positions.

Jean Pralong

LYON

Tous mes encouragements pour que le journal maintienne le lien entre amis et mène le combat.

DÉPARTS

Nous apprenons en même temps le décès de Maurice Sauzedde et Antoine de Sainte-Beuve. Le départ de ces deux camarades est durement ressenti. Fraternelles pensées à leur famille.

LIVRES REÇUS

HENRI DE GUISE par Pierre Duhamel (Lib. Ac. Perrin)

Le livre s'ouvre sur l'assassinat du « Balafre », en ce Château de Blois, que les touristes parcourent, en recherchant la place, où l'immense corps du Duc de Guise s'effondra, frappé de coups de poignards, le 23 décembre 1588. Fläsch back. L'histoire commence, la petite à la grande reliée. Les trois frères Valois : François II, Charles IX, Henri III et sa Cour. Du théâtre en apparence. En réalité, une guerre civile sans merci, qui culmine avec la Saint-Barthélemy, le 24 août 1572. L'auteur note que les meurtres des Huguenots sont suivis de rapines et que la bourgeoisie est la moins hostile à la Réforme. Le Clergé, en effet, enserre le commerce dans un réseau d'interdits et règne tant sur les mendiants qui vivent d'aumônes que sur l'Université. L'or du Nouveau Monde afflue et ce que nous appelons l'inflation s'aggrave. Les passions des grands flambent. Henri, Duc de Guise, Cinquième Colonne du Roi d'Espagne, l'emportera-t-il sur Henri, Roi de Pologne, puis Roi de France ? C'est un autre Henri qui s'imposera, l'année suivante : Henri, Roi de Navarre, en 1589, deviendra Henri IV.

Le Parti de la Jeune République

SOCIALISME PERSONNALISTE ET AUTOGESTION

LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE CONCERNE NON SEULEMENT L'ENTREPRISE MAIS LA SOCIÉTÉ GLOBALE

**TANT QUE NOUS AURONS LA MONARCHIE DANS L'USINE,
NOUS NE POURRONS AVOIR LA RÉPUBLIQUE DANS LA SOCIÉTÉ.**
(Marc SANGNIER)

LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE N'A PAS ÉTÉ LE DERNIER A SE PRÉOCCUPER DE LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

ARTICLE 6. — La forme la plus achevée de la démocratie économique exige la socialisation des grands moyens de production et d'échange, ainsi que le transfert aux travailleurs eux-mêmes de la gestion de l'entreprise, dans le cadre d'une planification nationale.

Article 6 du Préambule aux Statuts du Parti de la Jeune-République (26 juin 1966)

**TANT QUE NOUS AURONS LE POUVOIR DU GRAND CAPITAL DANS LA SOCIÉTÉ
NOUS N'AURONS PAS LA DÉMOCRATIE DANS L'USINE**

LE SOCIALISME PERSONNALISTE du PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE IMPLIQUE LE SOCIALISME et — en tenant compte des réalités socio-économiques du moment — L'AUTOGESTION. Il vise aussi des relations de fraternité — et non plus de concurrence — entre les hommes.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

Adhérez au Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE

Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz - NEUILLY (92) - C. C. P. 20.896.71 - PARIS